

CE MONDE QUI BOUGE

L'Iran et la différence
de ton entre Sarkozy
et Obama

Mardi, à Vienne (Autriche), l'Iran a exigé que la France quitte les négociations sur son programme nucléaire organisées par l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA). Les pourparlers ont dû être interrompus, et il a fallu au moins deux heures de tractations avant que la négociation ne reprenne. La veille, lundi, les Iraniens avaient refusé des discussions directes avec les Français.

Ces deux incidents sont révélateurs du climat de tension existant entre Paris et Téhéran. Certes, les dirigeants iraniens sont loin d'être des anges, mais il faut convenir que la France est le pays le plus en pointe pour imposer, au pire des sanctions dures au régime iranien, au mieux que Téhéran lui livre pour traitement les 75% de son stock d'uranium faiblement enrichi. Ce que Téhéran refuse.

En fait, au-delà de cet aspect technique, il faut savoir que dès son arrivée au pouvoir, dans un discours aux ambassadeurs français, Nicolas Sarkozy, aligné alors sur la politique agressive de George Bush, avait laissé planer une menace de guerre contre l'Iran si ce pays ne se conformait pas à ses obligations en matière de programme nucléaire.

Depuis, sa position n'a pas beaucoup varié. Sur le dossier nucléaire iranien, il est sur la même position que Benjamin Netanyahu avec lequel il discute souvent du sujet. Israël, on le sait, escompte un échec de ces négociations pour bombarder les installations nucléaires iraniennes et mettre ainsi le feu à la région, éloignant du coup, à une date incertaine, la perspective d'un Etat palestinien. Et si l'on n'est pas en mesure d'affirmer que Nicolas Sarkozy a fait sienne ou non l'option israélienne, il n'en reste pas moins que, contrairement à Barack Obama, il ne semble pas qu'il ait tenté de dissuader Israël d'y renoncer.

En revanche, on sait que l'arrivée d'Obama à la Maison Blanche n'a pas enthousiasmé l'Elysée. Le moins qu'on puisse dire est que le courant ne passe pas entre les deux hommes, comme c'était le cas avec George Bush, avec qui Nicolas Sarkozy avait tissé des relations personnelles (il avait même passé quelques jours de vacances dans la résidence des Bush, c'est dire). Barack Obama, quant à lui, l'agace. Il l'agace d'autant qu'en dépit des efforts de Sarkozy, Obama n'a pas encore mis les pieds à l'Elysée en tant que chef d'Etat alors qu'il s'est rendu en visite officielle à Londres et Berlin. En fait, les deux hommes ne partagent pas la même vision stratégique, notamment sur l'Iran. Barack Obama, dont le pays n'est pas encore sorti du bourbier irakien, a fort à faire avec l'Afghanistan et, surtout, avec le Pakistan. Les Démocrates au pouvoir aux Etats-Unis savent que le monde a changé et que l'Amérique ne peut être sur le front de guerre partout à la fois. Que pour assurer leurs intérêts à long terme, il leur faudra régler impérativement le dossier palestinien, sortir au plus vite d'Irak et en finir avec le conflit afghan. Ils savent surtout qu'un conflit avec l'Iran embraserait toute la région, et que dans cette perspective, l'Amérique supportera seule le poids humain et financier d'une guerre généralisée et destructrice. Que la France, puissance moyenne, ne sera que d'un faible soutien comme c'est le cas aujourd'hui en Afghanistan. Le temps (c'était en 1990) où l'Amérique de Bush père avait réussi à mettre sur pied une coalition internationale (une cinquantaine de pays) pour attaquer l'Irak de Saddam appartient à une époque révolue. En résumé, avec la guerre d'Irak, une majorité du Parti démocrate américain est parvenue à la conclusion qu'il n'y a pas de solution militaire aux crises secouant le Moyen-Orient.

En voulant marquer sa différence avec Obama sur le dossier iranien, Sarkozy donne de lui l'image d'un faucon qui s'ignore. Il est en train de tourner le dos à la politique de ses prédécesseurs, renouant à marche forcée avec l'atlantisme des dirigeants français de la IV^e République ! En cela, il plaît sûrement aux dirigeants israéliens.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

Rabah Bouaziz est parti discrètement le 11 octobre. Ses compagnons de lutte donneront certainement une meilleure idée du parcours de Si Saïd ce combattant, depuis sa jeunesse, en passant par ses premiers pas dans les organisations nationalistes puis pendant la lutte de Libération, notamment à la direction de la Fédération de France du FLN (historique) puis depuis l'indépendance, comme le souligne Arezk, son fils aîné, dans El Watan.

Je me contenterais de relater les moments où nos destins se sont croisés jusqu'à ce jour de juin 2008 où je le revis pour la dernière au cimetière d'El-Madania pour la commémoration du sacrifice au combat d'Henri Maillot.

Il était fatigué, mais à 80 ans il était venu comme beaucoup d'anciens dirigeants nationalistes de progrès, aux côtés des militants communistes, braver l'interdiction annoncée de la cérémonie par les autorités... Il avait demandé après moi, je l'ai cherché dans la foule et on s'est retrouvé quelques instants contents de nous revoir, peu bavards comme d'habitude l'un et l'autre ! On s'est promis de se revoir plus longtemps...

La première rencontre avait eu lieu juste après l'indépendance, en été, en France au cours d'un stage de formation des cadres de la Fédération de France du FLN. Ça faisait chaud au cœur, à la sortie de la clandestinité, de retrouver et de mettre un nom et un visage sur tous ses militants femmes et hommes et dirigeants de la lutte de la Libération nationale.

Nous sommes rentrés pour construire le pays et chacun avait tracé son chemin : j'avais choisi de rejoindre le PCA (Parti communiste algérien) et le journal *Alger Républicain*, Rabah sera député dans la première législature de l'Assemblée nationale et membre du comité central après le 1^{er} congrès du FLN, avant d'être nommé préfet d'Alger.

Pendant toute cette période nos relations se poursuivirent, en dehors des rencontres des deux familles. Il m'appelaient souvent à *Alger Républicain* pour discuter, me demander un avis, exposer une idée.

Nos discussions étaient toujours correctes et fraternelles même quand nous abordions nos divergences idéologiques et politiques. Je me rappelle, par exemple, de cette discussion, informelle, très tendue et serrée en marge du séminaire économique afro-asiatique tenue à Alger au printemps 1965.

Che Guevara défendait un point de vue disant que l'URSS n'aidait pas suffisamment les pays en voie de développement et qu'elle devait fournir des équipements et des usines à des prix inférieurs à ceux des pays impérialistes. Un tiers-mondisme débridé.

Les ambassadeurs de Yougoslavie et de Tunisie étaient aux anges et en remettaient une couche : «Les Russes vendent de vieilles usines en les faisant passer pour neuves, après un coup de pinceau !» Le représentant du FNL du Vietnam, prudent, ne disait rien.

Rabah se rapprochait du point de vue de Guevara. Je contrais ce point de vue en disant que l'important était déjà d'avoir brisé le monopole que détenaient les pays impérialistes développés sur le commerce international et l'industrie, que les pays en voie de développement étaient très hétérogènes, que l'URSS (comme les autres pays socialistes) devait elle aussi rattraper son retard et assurer sa défense, que les pays du tiers monde devaient d'abord compter sur leurs propres forces et qu'il n'était pas question de subventionner les bourgeoisies de ces pays...

Alger Républicain du lendemain développa un point de vue plus complet. Entre Rabah et moi il y eut un nuage mais pas un conflit !

Au lendemain du coup d'Etat du 19 juin 1965, Rabah ne fut plus préfet, je ne fus plus journaliste

après la disparition d'Alger Rép. Je le harcelais après les arrestations et les tortures subies par les progressistes et camarades. Il disait qu'il n'était pas inactif et que lui et ses amis essayaient de faire quelque chose.

En décembre il me demanda de passer le voir chez lui dans sa maison au-dessus du Télémy. Je trouve l'ancien préfet en bleu, une brique dans une main et la truelle dans l'autre : il était en train de retaper lui-même sa maison.

Sa proposition faire équipe avec lui dans le lancement d'un projet industriel d'Etat dans le cuir. Je fus emballé par la proposition d'autant qu'il fallait suivre le projet de «a» à «z» depuis la construction jusqu'aux essais et la gestion de l'usine. J'étais dans mon élément et je quitte rapidement les assurances pour rejoindre l'équipe. J'avais posé une seule «condition» : le recrutement d'un certain nombre de camarades qui venaient d'être libérés de prison et de deux femmes de camarades dont les maris avaient été contraints à la clandestinité. Rabah répondit oui naturellement, et c'est ainsi qu'une vingtaine de familles allaient retrouver un revenu et autant de camarades un travail. Le directeur général n'allait jamais regretter cette courageuse décision, il trouva à ses côtés une équipe compétente, travailleuse, honnête, favorable au secteur d'Etat...

Cette tradition d'orientation progressiste allait se poursuivre pendant longtemps dans le secteur du cuir et de la chaussure. La seule défection involontaire fut la mienne. Mais avant d'arriver à cette péripétie, je voudrais relater un moment douloureux de sa vie. Un jour Rabah

m'appelle de Paris où il était en mission officielle pour le compte de l'entreprise TAL, pour dire qu'il venait d'apprendre le décès de sa mère et qu'il ne pouvait arriver à temps pour l'enterrement. Il me demanda d'y aller. Je me rendis juste à temps à Tizi-Rached pour accompagner «—à sa place» sa mère jusqu'à sa dernière demeure, au milieu des chants religieux, un rameau à la main...

Le jour où mon père mourut, je ne pu aller consoler ma mère pour des raisons de sécurité. Mais Rabah et Salima son épouse furent présents.

En effet, fin 1967 la gendarmerie se lança à ma recherche, presque toute l'organisation du PAGS de la zone industrielle de Rouiba venait de tomber...J'eus le temps de rejoindre le Parti dans la clandestinité.

Quand nous nous revîmes 25 ans après Rabah me dit avec beaucoup de tendresse et le sourire qu'on lui connaît quand il voulait masquer une émotion : «Tu as passé presque la moitié de ta vie en clandestinité !»

Depuis nous nous sommes rencontrés souvent au hasard des manifestations contre l'intégrisme et le terrorisme islamiste : «Djazaïr hourra démocratie !»

Le dernier rendez-vous raté fut celui de juin 2009 pour l'hommage à Maillot. Salima y était. Je la félicite pour son excellent papier publié dans la presse en hommage aux sportives et sportifs de plusieurs générations. Je lui demande si Rabah allait venir. Elle me dit qu'il était malade. Le tourbillon de la vie ne me permit pas de le revoir chez lui, hélas !

Nous venons de perdre un moudjahid authentique !

A. Noureddine

Mercredi 14 octobre 2009

Je voudrais ajouter à ce témoignage de A. Noureddine que le regretté Rabah Bouaziz a fait partie de ces nombreux combattants qui durant la guerre de Libération se sont comportés en patriotes éclairés. Non seulement ils ne sont pas tombés dans les pièges de la «chasse aux sorcières» contre les porteurs d'idées progressistes, notamment «berbéristes» et communistes, mais à ma connaissance (à vérifier auprès d'historiens) lui-même comme le colonel Ouamrane, le colonel Si Sadeq (Dehilès) et d'autres durant la guerre de Libération ont fait ce qu'ils pouvaient pour préserver, prévenir ou protéger des militants et combattants comme Ammar Oud Hammouda ou Mustapha Saâdoun ciblés pour liquidation par des chefs de guerre sectaires. Après l'indépendance, même lorsque des patriotes comme Rabah Bouaziz se trouvèrent malgré eux en porte-à-faux par rapport aux revendications et aux sensibilités populaires, de par leurs fonctions officielles, leur statut social, leurs convictions doctrinales ou leur appréciation des événements, nombre d'entre eux sont restés activement ouverts au dialogue social et politique et aux efforts unitaires.

Sadek Hadjerès